



Identités en question - identités en construction : réflexion autour d'une expérience de jeunes à Martigues

Saïd Belguidoum

► To cite this version:

Saïd Belguidoum. Identités en question - identités en construction : réflexion autour d'une expérience de jeunes à Martigues. Citoyenneté urbaine et intermédiation sociale,, Fondation des Villes et des Territoires méditerranéens; Institut d'aménagement et d'urbanisme - Maroc, Apr 1996, Rabat (Maroc), Maroc. pp.55-59. halshs-04183506

HAL Id: halshs-04183506

<https://shs.hal.science/halshs-04183506>

Submitted on 23 Aug 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

- l'intermédiation entre population et institutions urbaines a eu un impact positif sur la ville et sur l'amélioration des conditions d'habitat de la population concernée dans le cadre d'un compromis entre les différentes stratégies. L'existence de relais au sein des institutions urbaines est un élément qui a favorisé la réalisation de ce compromis ;

- l'intermédiation limitée à des actions internes, sans prolongement par une articulation d'une stratégie localisée à une stratégie urbaine globale, renforce l'identité de groupe, l'identité de quartier, et introduit des rapports souvent antagoniques entre les différents acteurs urbains qui s'expriment dans l'espace socio-politique.

Se pose, alors, la question de savoir s'il existe un rapport entre ces types d'urbanisation et la nature de l'évolution socio-politique en milieu urbain ?

résumé

Les études menées sur les processus d'urbanisation informelle à travers la production de l'habitat illégal font apparaître l'existence de réseaux constitués autour de compétences individuelles agissant au nom de collectifs, de groupes d'habitants, pour la gestion du rapport aux institutions urbaines. Ces réseaux, non structurés dans un mouvement associatif, fonctionnent sous la forme de comités créés selon la conjoncture, la nécessité et l'objectif à atteindre.

De par les modalités de leur constitution et de leur fonctionnement, ces réseaux ont développé soit un rapport "positif" avec les institutions urbaines (intégration), soit un rapport conflictuel (identité de groupe, de "quartier") avec parfois un prolongement problématique dans le champ politique, tel qu'il s'est développé ces dernières années.

Notre contribution à l'atelier consistera, à travers la présentation de deux cas, à évaluer les mécanismes de genèse et les formes d'évolution de l'intermédiation sociale et ses impacts sur le fonctionnement de la ville.

Dans les deux cas, l'intermédiation sociale est caractérisée par une évolution des objectifs qui la sous-tendent : de la revendication d'un droit à la ville (droit à l'espace urbain, au logement urbain) au droit dans la ville (l'accès aux biens et aux équipements) à un droit sur la ville (la représentation).

Saïd Belguidoum

Maître de conférences en sociologie - IUT, Département de gestion urbaine Université Aix-Marseille II, Aix-En-Provence-France

identités en question - identités en construction : réflexion autour d'une expérience de jeunes à Martigues

La réflexion que je livre, se propose à partir d'une expérience de terrain, de contribuer au débat sur les rapports entre l'identité et la médiation sociale. Il s'agit plus particulièrement de réfléchir sur les processus identitaires en cours de construction parmi les jeunes de cités populaires. Sans prétendre répondre aux nombreuses questions que ces rapports soulèvent, je tenterai d'apporter quelques éléments au débat. Plus que des résultats définitifs, ce sont des hypothèses qui seront formulées. Cette expérience, à laquelle j'ai activement participé durant trois années, a eu pour cadre l'Univers Cité Populaire de Martigues (UCP).¹

L'UCP, une initiative de médiation militante

L'Univers Cité Populaire fait suite à une initiative remontant à 1992. A partir d'un groupe de travail sur la santé, mis en place par le "Point Jeunes" de Martigues, des travailleurs sociaux et des universitaires poursuivront l'expérience en créant d'autres groupes et en élargissant la réflexion sur des questions de vécu quotidien et de société. Dans sa démarche, l'UCP se propose de permettre à différents savoirs - pratiques et théoriques - de se rencontrer pour coproduire des réflexions pouvant se matérialiser dans des créations culturelles : écrits, films, expositions... Trois groupes, rassemblant une trentaine de jeunes et une dizaine d'intervenants, existent à ce jour. Sans entrer dans le détail de son fonctionnement, retenons que de par sa composante, ses objectifs et ses méthodes de travail, l'UCP constitue une expérience originale de médiation sociale.

Mon travail est basé sur une longue série d'entretiens et d'observations que j'ai effectués durant trois années avec une vingtaine de jeunes, tous participants à l'UCP. Ces jeunes, dont plus de la moitié sont issus de l'immigration maghrébine, résident dans deux grands ensembles aux caractéristiques différentes de Martigues (Croix-Sainte et Paradis Saint Roch).

Mon approche, de type essentiellement qualitative, consiste, à partir de contacts réguliers et de la réalisation d'entretiens individuels et collectifs répétés, de confronter leurs discours, exprimant les représentations qu'ils ont de différentes questions, avec leurs pratiques réelles. La retranscription des

entretiens est systématiquement restituée aux participants afin de leur permettre de réagir sur leurs propres discours.

Mon objectif étant de suivre des trajectoires et d'élaborer des portraits de jeunes à différents moments de leur entrée dans la vie d'adulte.

La réflexion que je livre est fondée sur quelques aspects d'une expérience qui n'est donc pas encore achevée.

Quand le politique est suspect

"Pourquoi voulez-vous que l'on se réunisse avec le Maire ? On est pas des délinquants."

Par cette réplique spontanée à la proposition que les animateurs de l'Univers Cité Populaire (UCP) venaient de faire aux membres d'un groupe de travail, un jeune, participant aux réunions depuis plus d'un an, exprimait ainsi sa perception à la fois du "politique" et de l'UCP elle-même. Se réunir avec le Maire en assemblée publique de quartier, acte élémentaire de démocratie locale, lui paraissait comme suspect. Dans le débat qui suivit, un autre jeune précisera : *"quand on nous verra avec vous, on pensera de nous qu'on est des cas sociaux"*.

La réaction de ces deux jeunes est révélatrice. Sous des modes diverses, d'autres jeunes de l'UCP ont exprimé les mêmes réticences vis-à-vis d'une initiative qui paraissait pour le moins appropriée aux animateurs. Après plus d'une année d'un travail régulier et en profondeur, le moment semblait opportun pour passer de la "parole privée" à la "parole publique", objectif affiché de l'UCP.

Finalement, les jeunes participèrent à une assemblée de quartier avec d'autres habitants. Mais aucun d'entre eux ne prit la parole, et ce malgré une préparation préalable. Dans les discussions qui suivirent cette rencontre, ils exprimèrent l'inutilité de telles réunions et ne cachèrent pas leur rancœur vis-à-vis du politique, leur sentiment d'avoir été "mené en bateau". D'autres initiatives nous montreront que le processus de prise de parole n'était pas évident et que les mêmes difficultés se répétaient dès lors qu'il s'agissait de construire un propos public.

La médiation en question

Cette expérience vécue avec l'UCP, pour anecdotique qu'elle soit, me semble illustrer particulièrement la problématique de la citoyenneté. En effet, cette réaction des jeunes interpelle deux dimensions sensibles de la citoyenneté : celle de l'identité sociale et celle de la médiation. Elle signale bien le décalage existant entre ce qui est souvent exprimé sous le registre de la plainte (l'ennui dans la cité, le problème de l'emploi, l'école, les loisirs, parfois "la mal vie") et la difficulté à l'élaborer publiquement.

L'écart ainsi repéré montre qu'entre la plainte et la revendication se situe un espace jalonné d'obstacles fonctionnant souvent à la disqualification politique et empêchant l'élaboration d'une réponse citoyenne.

Par leur réponse (*"on est pas des délinquants"*... *"Si on nous*

voit avec vous..."), les jeunes ont aussi montré qu'ils associent l'intervention extérieure – celle des animateurs – à du travail social, synonyme de "rééducation sociale".

Les difficultés et les limites de l'intervention médiatrice en général, et celle de l'UCP en particulier, sont ainsi soulignées. Les animateurs de l'UCP, tout en s'en défendant, ont été assimilés à des travailleurs sociaux à qui on reconnaissait, certes, les compétences et la légitimité pour intervenir, mais avec les autres connotations péjoratives qu'une telle position peut porter.

L'image stéréotypée du jeune des cités encadré par les travailleurs sociaux colle à la peau et interpelle toutes les formes de la médiation. Les interventions de médiation sociale au sein des quartiers populaires, procèdent d'une intention souvent généreuse et militante. Mais jusqu'à quel point ne participent-elles pas à la production des mécanismes de stigmatisation ou d'enfermement qu'elles se proposent pourtant de combattre ?

En cherchant à se démarquer d'une image que notre compagnie risquait de leur conférer (inutile de préciser qu'ils ne sont pas des délinquants), pour déroutante qu'ait été leur réaction, ils nous obligeaient à une réflexion sur l'identité sociale. De fait, médiation et identité sont deux dimensions liées.²

Identités et identifications

Comprendre les représentations et les pratiques que les jeunes des cités populaires ont de la citoyenneté, c'est se poser la question de la place qu'ils occupent, de la perception qu'ils ont de la société, de leur statut ; en un mot leur identité sociale de jeunes.

Par identité nous entendons le double processus qui conduit à produire "une image de soi et d'autrui qui se situe dans les rapports avec les autres, qui permet de se classer et de classer autrui dans les groupes... dans lesquels s'effectuent ces rapports" (Odile Benoit-Guilbot, 1980). L'identité n'est donc pas un état mais un processus, elle est le produit d'un processus d'identification.

A partir de l'exploitation des nombreux entretiens que j'ai pu réaliser, il apparaît clairement que les processus de construction des identités sociales, qui sont à l'œuvre aujourd'hui dans les cités populaires, s'inscrivent dans des manières de procéder différentes de la génération précédente. Incontestablement, le nouveau cadre sociétal a produit ses effets.

Les nouvelles donnees dans la construction des identités

Les évolutions de la société française, notamment les transformations structurelles en œuvre, depuis les années 70, ont provoqué une recomposition de l'espace urbain, tant dans son dessin que dans les pratiques qu'il génère. La constitution des grands ensembles, le desserrement de l'habitat et l'émergence de nouvelles zones pavillonnaires qui a accompagné la mobilité sociale des années 60 et 70, la réappropriation des vieux centres urbains, sont autant d'éléments participant à la redéfinition du paysage urbain, à l'élaboration

de nouvelles frontières sociales s'inscrivant physiquement et/ou symboliquement dans le tissu urbain. A ces transformations se rattachent de nouveaux enjeux sociaux dont la question salariale, et sa métamorphose, est au centre (Castel, 1995).

En même temps des pratiques de l'espace urbain reflétant de nouvelles ségrégations voient le jour. Ces frontières qui traversent la ville s'originent et agissent dans les principaux champs de la vie sociale. Ce qui s'exprime par la production de nouvelles formes d'inégalités dont la plus aiguë est la privation d'emploi. Ces mécanismes de précarisation fragilisent les couches populaires mais atteignent par ondes de choc les couches moyennes.

Ce que l'on désigne un peu trop facilement, ou commodément, par la notion d'exclusion prend la forme d'un nouveau paupérisme, de nouvelles ségrégations et se caractérise par un profond désarroi social. Au modèle de la promotion sociale des années 60 et 70 succède celui de la relégation sociale.

Ces transformations font que les référents qui ont servi de support aux pratiques citoyennes pour les générations précédentes sont aujourd'hui bouleversés. La culture ouvrière fortement intégratrice n'a plus la même intensité (Dubet, Lapeyronnie, 1987 et 1992). C'est ce cadre qui sert de support à la citoyenneté, son exercice et sa perception.

Martigues est précisément ce type de ville qui après avoir pris son essor avec les deux vagues d'industrialisation de l'Étang de Berre, connaît aujourd'hui les contrecoups de la restructuration de la société. Ville industrielle, elle a longtemps été une ville ouvrière. En 1968, les ouvriers représentaient 50% de la population active. Les cités collectives qui ont émergé sur son territoire sont la marque de cette période.

Si, en 1990, les ouvriers représentent toujours le groupe dominant, ils ne représentent plus que 31% des actifs, suivis de très près par les employés (30%). Mais le plus inquiétant est que les tendances actuelles montrent que le déclin numérique de la population ouvrière non seulement se poursuit mais n'est pas accompagné d'un transfert vers d'autres catégories socio-professionnelles.

La mise en chômage d'une part croissante de la population, et principalement des jeunes, devient de plus en plus préoccupante. Avec un taux de chômage, en 1993, de 32% pour les jeunes et de 17% pour l'ensemble de la population active, on mesure toute l'acuité d'un processus aux effets ravageurs. La question du devenir et de l'entrée dans la vie adulte se pose avec angoisse pour nombre de jeunes martégaux aujourd'hui. A Martigues, comme ailleurs, une fraction de la population, souvent d'origine ouvrière apparaît de plus en plus en situation de "surnuméraires".

Ces transformations structurelles ont aussi pour effet la construction de nouvelles identités et identifications qui remettent en cause et bousculent le modèle admis de la citoyenneté et de la question sociale. L'entrée différée dans un monde de travail incertain, en situation de surnuméraires est sans doute une des nouvelles données les plus importantes.

Quand l'ethnicité s'en mêle

Parmi les nouveaux questionnements qu'une telle situation provoque, celui de l'origine étrangère et principalement maghrébine d'une partie des populations des banlieues populaires et de leurs enfants, occupe une place non négligeable. La répartition inégale de cette population dans les espaces urbains tend à amplifier une visibilité liée, également, à d'autres facteurs.

Aujourd'hui, parler des cités et des jeunes renvoie à l'image des "Beurs", cette deuxième et parfois troisième génération d'enfants d'ouvriers maghrébins venus s'installer en France lors des grandes vagues de l'industrialisation jusque dans les années soixante-dix.

Dans le débat actuel, des points de vue divers s'expriment et s'opposent : les uns prônant, les autres déplorant, la constitution de communautés sur des bases ethniques.

D'un point de vue théorique, il y a, ainsi, résurgence ou réactualisation d'une conception essentialiste faisant de l'appartenance à une communauté culturelle un point d'ancrage si ce n'est définitif du moins durable.

Le questionnement est d'autant plus actuel qu'un certain nombre de médiations se construisent sur cette base. Qu'il s'agisse des tentatives instrumentales développées par des politiques (les élus qui trouveraient ainsi des interlocuteurs parmi des leaders communautaires, ou des militants qui font du communautarisme leur fond de commerce), ou de la "naïveté" de certains travailleurs sociaux, le discours sur les banlieues est empreint aujourd'hui de cette tentation communautaire. Il faut donc sérieusement s'interroger sur le bien fondé du recours à ce type d'analyse. En clair, l'ethnicité est-elle devenue une nouvelle catégorie signifiante des rapports sociaux ? La dimension ethnique de la vie sociale fait-elle partie du mythe ou de la réalité ?

Pour ce qui est de Martigues, et en me basant sur les discours et les pratiques des jeunes, la réponse que je formulerai à ces questions est que l'ethnicité fait plus partie de l'assignation que de la revendication. Mais un tel constat oblige à se demander dans quelle mesure les effets de l'assignation, qui est aussi stigmatisation, participent à la construction des identités ?

Le bricolage identitaire reflet de la crise sociale

Certes, les jeunes avec lesquels nous travaillons ne sont pas représentatifs de l'ensemble de la jeunesse des cités de Martigues. Pourtant à partir des thèmes que j'ai relevés dans leurs discours, il me semble possible de dégager quelques traits forts et quelques portraits significatifs³ qui seront illustrés à partir de leurs propos concernant notamment l'école, le travail, la vie dans la cité, les loisirs, la politique, l'argent, la violence, la famille, la langue, la religion, le futur et sa perception, les médias, le racisme...

Le monde des cités est complexe et hétérogène et l'erreur première consiste à vouloir – même quand on s'en défend –

l'homogénéiser. Les jeunes mettent en œuvre des stratégies multiples même si elles font partie du même cadre structurel. Après trois années de travail sur un groupe restreint, déjà apparaissent des trajectoires différentes (diversité du parcours scolaire et des formes d'intégration dans la vie adulte) : élèves de LEP préparant un BEP, ou un bac pro, étudiants à la fac ou en BTS, jeunes sans emploi, en emplois précaires ou stables..., les situations divergent et les représentations avec.

Mais la question centrale, celle qui les détermine et les angoisse, renvoie à la question sociale : c'est celle de leur devenir, de leur entrée dans le monde du travail. C'est à partir de cette question que se développe une situation de l'entre-deux génératrice d'ambivalence. Situation où "une culture de l'aléatoire" (Laurence Rouleau-Berger, 1992) se met en place, dans des espaces de transition plus ou moins durables. Cette situation de l'entre-deux oblige au bricolage identitaire qui se fera sur un jeu constant d'ambivalence : entre l'école et le travail, la privation d'argent et l'attrait de la consommation, être Arabe ou Français, musulman ou athée, le milieu familial et la vie publique... Cette position de l'entre-deux va être plus ou moins bien gérée. Car cet espace de transition peut aussi devenir un espace de fractures. Fracture entre l'identité assignée – par les institutions, par les médias, par la famille – et les pratiques réelles. Mais aussi fractures générationnelle, culturelle et familiale. Cet ensemble de fractures peut déboucher sur une mise "hors jeu".

La fracture générationnelle se construit sur ce mode de l'entre-deux : un monde de travail, celui généralement des adultes, et le leur aux perspectives incertaines. D'où le rejet d'un monde politique perçu comme uniforme ("*ils disent tous la même chose*") et le succès que Bernard Tapie, homme politique atypique, a rencontré à Martigues.⁴

A cette fracture générationnelle peut venir se greffer une fracture culturelle et familiale : celle du monde des parents, du pays dans lequel on ne va plus ou de moins en moins, d'une langue qu'on ne parle pas ou peu, d'une religion dont on ignore jusqu'aux principes les plus élémentaires. Difficile alors, même en situation d'absence de repères sociaux, de puiser ou de mobiliser dans le patrimoine culturel familial (linguistique et religieux) ; sauf bien sûr si d'autres s'en mêlent. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui dans les cités où nous travaillons.

"A force d'entendre les autres dire que je suis musulman, j'ai fini par chercher à savoir ce que c'était", nous dit un jeune, signalant ainsi toute la perversité des processus d'assignation et de stigmatisation.

Certes, la généralisation de tels propos serait abusive. Mais ce discours signale les effets, amplifiés par la stigmatisation, d'une désaffiliation sociale (rupture avec le monde ouvrier) et familiale (rupture avec la culture des parents) sur les recompositions identitaires.

Entre assistance et citoyenneté

Dans un tel contexte, les initiatives de médiation sociale sont

l'objet d'enjeux importants, car derrière la médiation c'est la question du contrôle social qui est posée. Dans les cités populaires, les centres sociaux sont souvent les seules institutions présentes. Leur position particulière, celle d'être en première ligne, et leur visibilité en font une cible particulière. Comment sont-ils perçus et quelles réactions suscitent-ils ?

J'ai déjà souligné que l'UCP, malgré sa démarche originale, a été en fait assimilée à du "travail social". Or la critique que les jeunes de Martigues ont adressée à l'UCP est intimement liée à l'image qu'ils ont du travail social et des centres sociaux.⁵

Attraction et répulsion du centre social

Loin de moi l'idée d'accabler une institution qui joue un rôle considérable comme régulateur de la vie de quartier. Mais il est bon, aussi, qu'une réflexion de fond puisse être conduite sur ses missions et sur la manière dont elle les réalise.

Par sa position d'interface, le centre social est une institution mue par une dynamique d'attraction et de répulsion. En rayonnant sur une partie de la population, celle des adhérents ponctuels et des usagers quotidiens, le centre produit simultanément des effets négatifs sur une autre fraction de la population du quartier. Pour cette dernière, l'association "centre social - assistance sociale" joue un rôle répulsif.

A Martigues, les centres sociaux, rayonnent toutes activités et tous publics confondus, sur 10 à 15% de la population de leur quartier. L'attraction est réelle mais reste limitée. En même temps, il est vrai que leur présence dans les quartiers est symbolique : à Croix-Sainte c'est avec l'école primaire le seul équipement public du quartier.

La distance à combler entre les missions d'assistantat du centre social, souvent utiles, et ses missions culturelles et d'échanges dans la cité, est sans doute l'une des directions qui doit être explorée par les médiations qui s'inscrivent dans des démarches citoyennes.

Le centre social peut-il se transformer en maison du citoyen ?

notes

¹ A travers cette contribution, je présenterai brièvement l'UCP sans entrer dans le débat méthodologique que cette expérience peut soulever.

² Levons toute équivoque. L'attitude des jeunes de l'UCP, si elle exprime une forme de méfiance et reflète une certaine disqualification du champ politique, ne leur est pas spécifique. La nécessaire maîtrise de la parole, que suppose l'intervention dans la sphère publique, agit de manière discriminante pour de nombreux autres individus. Il ne s'agit donc pas d'un "handicap" supplémentaire propre aux jeunes des cités.

³ Malgré la spécificité du public des cités, il est notable de constater une certaine généralité des problèmes des jeunes. Des entretiens que j'ai menés avec des étudiants provenant d'autres milieux sociaux ont ressorti de nombreuses préoccupations et perceptions identiques.

⁴ Lors des élections européennes de 1994, la liste de Bernard Tapie arrive nettement en tête à Martigues. Après les élections, des jeunes, déçus de n'avoir pas pu participer au scrutin, iront s'inscrire sur les listes électorales.

⁵ L'UCP, a pris appui dès sa création (par facilité, par nécessité) sur les centres sociaux. Même si elle a voulu s'en différencier, de nombreux facteurs vont concourir à créer l'amalgame dans l'esprit des jeunes : l'utilisation comme lieu de réunion des mêmes locaux, la présence parmi les initiateurs

de travailleurs sociaux, le financement d'un certain nombre d'activités, et surtout le fait même que le public de jeunes a été recruté parmi les usagers des centres sociaux.

Bibliographie

Benoit-Guilbot O., *Production de l'identité et changement social*, Archives de l'OCS, n°3, mars 1980.

Bourdieu P., *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.

Castel R., *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.

Dubet F., *La galère, jeunes en survie*, Paris, fayard, 1987.

Dubet F., Lapeyronnie D., *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil, 1992.

Rouleau-Berger L., *la ville intervalle*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1992.
